

[Texte]

our plate right now, dealing with combines, the Patent Act, and the copyrights that my dear friend raised earlier.

• 1725

I think we have very important issues to deal with. It takes time and it involves as well bureaucrats' energy. It is time-consuming, and there is so much we could do.

Mr. Domm: That is fine. I just did not want the impression left by Mr. Rompkey that we were not enforcing something that was there.

The second point I would like to ask a question on deals with the reference made to the Consumers' Association of Canada and the Retail Council of Canada. I wonder, Mr. Minister, if your department officials or you could indicate how many letters we are getting a week from either small business, large business or consumers complaining about the policy and about the position? Or is what Mr. Rompkey says the case, that there is a major problem out there? How many letters would we get a week from small businesses complaining about our policy?

Mr. Côté (Langelier): I do not have any figures, Mr. Domm, but, like I said earlier, not to a point where I would be asked to deal with that. I think my people at the department would have advised me or notified me if that was the case.

I am not saying that we have not received letters, and I do not mean by that that I am asking for letters. On the contrary, I think the purpose of it is to let the consumers decide what they want, how pleased they are, and let the retailers as well go with that. I do not want *réveiller un géant qui dort*.

Mr. Darling: Shake the pot.

Mr. Côté (Langelier): Yes, shake the pot, as you say.

Mr. Darling: Disturb the pot.

Mr. Côté (Langelier): I do not want to shake the pot, but I think it is going fine so why should we try again to work on something that is so sensitive that we have dealt with in the past and really answered what we needed it for at that time? There are other things this market needs and consumer protection needs.

Le président: Monsieur Rompkey.

Mr. Rompkey: I knew the government was committed to *laissez-faire*, but I did not know it was committed to *laissez-faire* in the enforcement of laws. The Minister seems to say let people do what they want. Surely that simply leads us to anarchy. The law is the law.

Mr. Domm says there is no legislation, but there certainly was a policy announced in January 1985. The last thing I would accuse either him or Mr. Darling of being is hypocritical. Mr. Darling is a very straightforward man; he feels very

[Traduction]

nous avons beaucoup de pain sur la planche, avec la question des coalitions, la Loi sur les brevets, et le droit d'auteur dont parlait tout à l'heure mon cher ami.

Je pense que nous avons des questions très importantes à résoudre. Cela prend du temps et nécessite l'énergie des bureaucrates. Avec tout le temps que cela prend, nous pourrions faire tellement de choses.

M. Domm: Très bien. Je voulais simplement éviter que M. Rompkey donne l'impression que nous n'appliquons pas une loi qui existe.

Le deuxième point dont j'aimerais vous parler concerne l'allusion faite à l'Association des consommateurs du Canada et puis au Conseil canadien du commerce de détail. Monsieur le ministre, j'aimerais savoir si vous ou vos fonctionnaires pouvez nous donner une idée du nombre de lettres que nous recevons à chaque semaine de propriétaires de petites ou grandes entreprises ou de consommateurs qui se plaignent de la politique et de la position adoptées par le gouvernement? Ou est-ce que M. Rompkey avait raison lorsqu'il disait que la situation est grave? Combien de lettres recevez-vous par semaine de petites entreprises se plaignant de la politique?

M. Côté (Langelier): Je n'ai pas de chiffres à ce sujet, monsieur Domm, mais comme je l'ai dit tout à l'heure, la situation n'en est pas au point où je serais obligé d'intervenir. Il me semble que, si c'était le cas, mes fonctionnaires me l'auraient fait savoir.

Je ne dis pas que nous n'avons pas reçu de lettres, et je ne dis pas non plus que j'en voudrais. Au contraire, je pense que l'objectif est de permettre aux consommateurs, ainsi qu'aux détaillants, de décider ce qu'ils veulent et dans quelle mesure ils sont satisfaits de la situation. Je n'ai aucunement l'intention de réveiller un géant qui dort.

M. Darling: De faire des vagues.

M. Côté (Langelier): C'est cela, je ne veux pas faire de vagues, comme vous dites.

M. Darling: Bouleverser les choses.

M. Côté (Langelier): Je ne veux pas faire de vagues, mais je pense que tout va bien, alors pourquoi essayer encore une fois de changer une situation si délicate que nous avons déjà d'ailleurs modifiée par le passé à la satisfaction de tous? Nous pouvons faire bien d'autres choses, pour le marché et pour assurer la protection des consommateurs.

The Chairman: Mr. Rompkey.

M. Rompkey: Je savais que le gouvernement avait adopté une attitude de laisser faire, mais je ne savais pas que cela s'étendait à l'application des lois. Le Ministre semble vouloir laisser les gens faire à leur tête. Cette attitude va simplement nous mener à l'anarchie. La loi est la loi.

M. Domm soutient qu'il n'existe aucune loi, mais une politique a été annoncée en janvier 1985. La dernière chose dont je voudrais l'accuser, lui ou M. Darling, serait l'hypocrisie. M. Darling est un homme très honnête; il a des convictions